

LA PEGRE

Quand, dans la nuit du 24 au 25, les violences provoquées par la police ont élargi combats de rue et barricades du Quartier latin à plusieurs arrondissements de Paris, le ministre Fouchet a incriminé la « pègre ».

Qui se battait ce jour-là, en dehors des étudiants ? Essentiellement des jeunes prolétaires. Pourquoi se battaient-ils ? Ils n'ont pas la haute conscience politique de l'avant-garde étudiante, il est vrai. Mais leur révolte n'est pas « sans cause ». Ils ont au moins deux raisons principales de vouloir abattre le régime :

1° Pour la plupart, ils sont chômeurs ; ils font partie des 460.000 que le V^e Plan a prévu de réduire à la misère et à l'inoccupation pour peser sur le marché du travail.

2° Ils sont persécutés quotidiennement par la police à qui il arrive d'en abattre un à une sortie de bal (le policier « nerveux » est, dans ce cas, toujours acquitté).

Est-ce là la pègre ? Il s'agit de gens qui se battent pour ne pas être réduits à l'être.

Le vote, arme des trusts

Toutes les périodes révolutionnaires ont un point commun : elles révèlent brusquement à de larges masses et dans toute toute sa pureté le rôle de classe de tous les mécanismes sociaux, culturels et politiques. Ne parlons pas du rôle de l'Etat (« bandes d'hommes armés »), mais disons deux mots d'un des mécanismes fondamentaux de la « démocratie » : les élections.

En temps normal, seule une poignée de « gauchistes » comprend que les élections bourgeoises sont précisément faites pour empêcher les travailleurs de s'exprimer. Mais aujourd'hui, c'est de façon manifeste et cynique que la bourgeoisie a imposé ses élections pour désamorcer le mouvement ouvrier dans ce qu'il avait de plus explosif : sa forme extra-parlementaire ; c'est-à-dire, une forme de lutte qui ne s'embarrassait ni du Parlement ni des lois, mais dont la logique était de détruire le Parlement et de créer ses propres lois.

Ce n'était donc plus une avant-garde minoritaire qui criait : « Le pouvoir est dans la rue ! » et « Elections trahison ! ». Les travailleurs avaient compris que l'Etat réalisait en grand la même opération que les patrons tentaient dans leur entreprise : le vote à bulletin secret pour briser la grève.

Dans ces conditions, quelle est l'attitude correcte face à ces élections ?

Commençons par dire qu'il n'existe malheureusement aucun principe abstrait

et général donnant une fois pour toutes l'attitude des marxistes révolutionnaires à l'égard d'élections bourgeoises. Nous ne fétichisons pas le bulletin de vote comme les sociaux-démocrates ou les staliniens ; nous ne fétichisons pas non plus le boycott comme les gauchistes.

Nous devons répondre à deux questions essentielles :

— Qu'est-ce qui éduquera au mieux la conscience de classe des travailleurs dans la situation concrète actuelle ?

— Qu'est-ce qui permettra au mieux de rassembler l'avant-garde révolutionnaire issue de la lutte ?

La réponse est claire : C'EST LE REFUS DE COLLABORER AU « JEU ELECTORAL » PROPOSE. Non parce que nous estimons que l'issue des élections, si elles ont lieu, soit totalement indifférent, mais parce que pour nous le choix essentiel n'est pas Mitterrand ou de Gaulle, mais lutte pour le socialisme ou élections.

Ce choix, c'est celui que fera la nouvelle avant-garde apparue dans la lutte, et pour qui le parlementarisme ne représente rien (1). Dans la période actuelle, le danger principal — n'en déplaise à Marchais — n'est pas le gauchisme, mais le crétinisme parlementaire.

(1) Et ce d'autant plus que les nombreux jeunes de moins de 21 ans qui se sont battus, sont interdits de vote.



La vraie pègre, des souteneurs, et de leurs protecteurs policiers, un accroc dans la façade du régime nous a révélé naguère de quel côté de la barricade elle se trouvait. Nous avons promis de ne pas oublier l'affaire Ben Barka. Voici venue l'heure de rappeler le refus de leur justice d'obliger leurs policiers à dire tout ce qu'ils savaient, l'assassin Dlimi venant narguer ses complices parisiens et se faire acquitter par ceux qui l'accusaient de loin, les hauts personnages « au parfum » du crime, et l'absence de solution de continuité entre les sommets du pouvoir et les gangsters, enfin le député-avocat U.N.R. Lemarchand (qu'il fallut tout de même écarter), l'homme qui organisait ses tueurs-barbouzes contre ceux de l'O.A.S., et qui obtenait des non-lieu pour les truands. C'est là qu'est la pègre. Elle a toujours été de droite, mais, à l'heure de la décomposition de la société capitaliste, son osmose avec la « bonne société » est totale.

Oui, la pègre est impliquée dans l'affrontement actuel. La pègre, c'est la V^e République.

Regroupement d'organisations se réclamant du trotskysme

CREATION D'UN COMITE PERMANENT DE LIAISON

Une crise révolutionnaire c'est aussi une pierre de touche pour les hommes et les groupes. En période « creuse », il n'est pas toujours facile de dégager les voies et les moyens de la lutte des classes ; il est alors fatal que les divergences apparaissent et parfois se multiplient à propos des objectifs, des axes d'action et des mots d'ordre. Sur le plan théorique la recherche de « ce qui change » et de la portée des transformations sociales provoque aussi les différenciations. Quand la lutte s'engage, l'essentiel et le secondaire se dissocient violemment. Ce n'est pas que la théorie perde sa valeur, au contraire, c'est le reste, le conjoncturel qui est balayé. Ceux qui font de la politique à la petite semaine et pour qui la théorie n'est que verbiage se retrouvent nus dans leur sectarisme ou leur opportunisme, ou les deux associés. A l'inverse, ceux qui cherchaient leur voie, sans esprit de chapelle, s'efforçant d'appliquer de leur mieux les enseignements du marxisme, se retrouvent sur le même front.

Les journées de mai ont joué ce rôle parmi les organisations se réclamant du trotskysme. L'U.C. (V.O.), la J.C.R. et le P.C.I. (section française de la Quatrième Internationale) ont dès le début des événements, formé un Comité permanent de coordination, rejoints aussitôt par les groupes marxistes révolutionnaires. Un tel rassemblement est un grand pas dans une voie que nous avons toujours recherchée, pour notre part. Nous savons que cela ne règle pas le problème de la construction d'une direction révolutionnaire, ni même ne résout encore, en France, le problème de la construction d'un parti

trotskyste unique dont l'influence serait multipliée par rapport à celle de ses constituants, mais cette perspective est désormais ouverte, et nous savons que tous nos sympathisants et amis s'en réjouissent avec nous.

M. LEQUENNE.

Etant donné les développements de la situation actuelle, faisant ressortir cruellement l'absence d'une direction révolutionnaire, et considérant qu'il est indispensable d'unifier la lutte des organisations qui se réclament du trotskysme, les représentants de l'Union Communiste (Voix Ouvrière), du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale) et de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire se sont rencontrés le dimanche 19 mai 1968 et ont décidé la formation d'un Comité permanent de coordination entre leurs trois organisations.

Ce Comité appelle toutes les organisations qui se réclament du trotskysme à s'associer à cette initiative.

Les trois organisations recommandent à leurs militants d'entrer partout en contact afin de coordonner leur action.

Pour l'Union Communiste (Voix Ouvrière) : G. KALDY, J. MORAND.

Pour le Parti Communiste Internationaliste : P. FRANK, M. LEQUENNE.

Pour la Jeunesse Communiste Révolutionnaire : A. KRIVINE, D. BENS-AID.

A la suite de cet appel, les Groupes marxistes révolutionnaires (sous le drapeau du socialisme) se sont joints au Comité permanent.